

Table de concertation sur la

faim

et le développement social
du Montréal métropolitain

**10^E FORUM DE LA TABLE DE CONCERTATION SUR LA FAIM
NOS CONTRIBUTIONS, NOS APPRENTISSAGES ET NOS ORIENTATIONS POUR
COMBATTRE LA FAIM
LE 30 OCTOBRE 2019**

CAHIER DES PROPOSITIONS (3^e version)



Table des matières

1. Présentation	3
2. Synthèse des éléments à considérer pour aborder l'insécurité alimentaire	4
3. Notre vision de la faim à Montréal et comment la combattre	5
4. Nos contributions et nos apprentissages	6
5. Les causes structurelles de la faim	8
6. Les solutions structurelles	9
7. Nos solutions urgentes et locales à l'insécurité alimentaire	14
8. Nos objectifs	19
9. Nos principales actions collectives	20
10. Notre vocabulaire	20

1. Présentation

Le Cahier des propositions du forum est un document de référence pour préparer nos échanges et notre prise de décisions collectives lors de ce 10^e forum de la Table.

Il sert à :

- 1) Valoriser nos actions et nos connaissances sur la lutte contre la faim et utiliser ces actions et connaissances pour nous donner des perspectives dans nos orientations
- 2) Nous entendre sur comment nous voyons la faim et la lutte contre celle-ci après plusieurs années de travail autour de cet enjeu
- 3) Nous entendre sur quelques solutions structurelles, d'une part, et locales et immédiates au problème de la faim et de la pauvreté, d'autre part
- 4) Préparer des actions collectives pour une action concertée et une collaboration plus grande entre nos organisations
- 5) Préparer l'émergence d'une action collective plus forte, une pression plus forte, un courant de pensée qui puisse influencer les politiques concernant la lutte contre la faim et la pauvreté

Vous pouvez le bonifier et apporter vos propositions au 10^e forum :

On vous propose de travailler sur son contenu à partir de :

- 1) Vos problèmes concrets, vos solutions concrètes et ce que vous faites et voulez faire sur le terrain
- 2) Ce que vos solutions concrètes vous permettent de visualiser comme stratégies locales et régionales à moyen et long terme
- 3) Vos connaissances acquises après des années de travail et après avoir côtoyé les personnes qui vivent la faim et la pauvreté.
- 4) Ce que les personnes qui vivent la faim et ce que leur contribution directe vous disent
- 5) Vos connaissances générales, vos lectures, les recherches que vous avez fait (si vous êtes un chercheur ou intervenant-chercheur)
- 6) Du lien entre ces connaissances et la réalité du terrain ou des échanges avec les acteurs du terrain
- 7) Du lien à établir entre ces expériences concrètes et les aspects plus structurels, en transformant les propositions générales en propositions concrètes, viables et atteignables. Il s'agit d'élargir notre vision terrain en propositions structurelles, sans oublier que les changements se font de petit pas en petit pas, avec des petites réussites.

Les propositions concrètes du cahier seront l'objet de discussion dans les ateliers du 10^e forum

2. Synthèse des éléments à considérer pour aborder l'insécurité alimentaire

L'insécurité alimentaire est une situation qui est vécue lorsqu'il est difficile, incertain ou même impossible d'acquérir des aliments satisfaisants pour soi et sa famille en raison d'un manque de ressources financières. Le taux de 10 à 11 % d'insécurité alimentaire des ménages du Québec ne diminue pas depuis 2005. Cela n'est pas la responsabilité des organismes communautaires, mais des causes structurelles du système. Les organismes veulent faire plus, mais ils manquent de moyens. L'insécurité alimentaire n'est pas uniquement un problème économique, mais politique et social.

Insécurité alimentaire : la faim comme conséquence de la pauvreté et comme perte de pouvoir des citoyens sur leur alimentation

Ses causes structurelles

1. PAUVRETÉ : les personnes à faibles revenus ont faim
2. POUVOIR CITOYEN : Perte de pouvoir des personnes, perte du savoir culinaire. Elles ne peuvent pas acheter ce qu'elles voudraient manger
3. POUVOIR DE L'ÉTAT : Non intervention majeure de l'État
4. ORGANISATION ALIMENTAIRE : Un Système alimentaire dominant organisé autour de la recherche de profits
5. AUTRES ASPECTS : manque d'emploi, services chers et peu abordables : logement, transport, vêtements, éducation, loisirs

Les solutions structurelles à envisager

1. REVENUS : Augmentation substantielle du revenu des personnes
2. POUVOIR CITOYEN : Reprise de pouvoir individuel et collectif des personnes sur leur alimentation. Démocratie alimentaire
3. L'ÉTAT: Intervention majeure de l'État : contrôle des prix des aliments de base, régulation de la production, du commerce, du transport, du logement
4. SYSTÈME ALIMENTAIRE: organisé sur le principe de l'alimentation comme bien commun et comme droit fondamental
5. AUTRES ASPECTS : Politiques et actions concernant : l'emploi, le logement, le transport, les vêtements, l'éducation, les loisirs

On fait quoi maintenant ?

Objectif général 1 : Créer un mouvement citoyen et communautaire pour une alimentation pour tous et une offre citoyenne en alimentation

Objectif général 2 : Faire pression pour des solutions structurelles avec des alliances : Collectif pour un Québec sans pauvreté, Équiterre, RAD, RCCQ, COCDMO, ICEA, FRAPRU, Banques alimentaires et autres

Autour de solutions urgentes et locales à l'insécurité alimentaire

Les organismes partent des problèmes concrets des gens, des besoins exprimés et des actions à réaliser localement

1. Dépannage alimentaire ponctuel (don d'aliments)
2. Organisation de solutions impliquant les personnes : cuisines collectives, groupes d'achats coopératifs, épiceries solidaires, jardins collectifs, restaurants communautaires, popotes roulantes, marchés de quartier, ruches
3. Mise en lien de ces solutions : en créant des systèmes alimentaires locaux. Mais le modèle économique est difficile
4. Nous nous attaquons aux prix, on produit des aliments frais et des repas à prix abordables, on vend des aliments à prix abordables

Pression pour des solutions structurelles à l'insécurité alimentaire

1. REVENUS : Il faut augmenter les revenus des personnes pauvres
2. POUVOIR CITOYEN : Augmenter la présence des personnes qui vivent la faim dans les lieux de décision concernant l'alimentation
3. POUVOIR DE L'ÉTAT : Interpeler l'État et ses politiques limitées et orientées principalement sur des projets d'aide alimentaire ou de soutien limité à des initiatives
4. ORGANISATION ALIMENTAIRE : Renforcer les initiatives et les liens entre ces initiatives sur la base de l'entraide, de la coopération et de la coopération entre les citoyens-consommateurs et les autres acteurs du système alimentaire

3. Notre vision de la faim à Montréal et comment la combattre

Pour la Table et ses membres :

- **Le problème de la faim est une conséquence de la pauvreté. Les faibles revenus de certaines personnes ne leur permettent pas d'avoir les ressources suffisantes pour bien se nourrir.** On utilise le concept d'insécurité alimentaire pour le mesurer. Selon Statistiques Canada, en 2013-2014, le taux d'insécurité alimentaire touche 14,7 % de la population montréalaise. Donc, **200 000 personnes à Montréal** vivent l'insécurité alimentaire. (Données tirés du groupe de travail sur l'insécurité alimentaire du Conseil SAM du 30 mai 2019).
 - 80 % de ces personnes n'ont cependant pas recours, ni au dépannage alimentaire, ni aux activités de coopération alimentaire
- **Mais, l'insécurité alimentaire n'est pas seulement un problème « économique ».** Le problème de la faim...
 - exprime la perte de pouvoir des personnes sur leur alimentation : dépossédées de pouvoir acheter la nourriture dont ils ont besoin
 - exprime la perte du lien social et l'isolement social
 - exprime l'absence d'une intervention importante de l'État pour corriger cette situation
 - renforce la perte du savoir culinaire induit déjà par une industrie qui fait la promotion des produits ultra transformés
 - est accompagné d'autres problèmes : difficultés pour poursuivre des études, avoir un emploi, maladies
 - est le résultat d'un système alimentaire organisé en fonction de la recherche du profit
 - exprime l'absence de la participation des personnes qui vivent le problème dans l'élaboration des politiques et des lois et dans la mise en œuvre des solutions structurelles au problème. On ignore les personnes pauvres. La grande majorité de la population n'a aucun pouvoir réel sur leur alimentation : caractère non démocratique de l'organisation de l'alimentation.
 - tous ces éléments sont importants. Une définition large de l'insécurité alimentaire va permettre de comprendre la raison d'être des petites actions sur le terrain.
 - On sait que pour éliminer la faim, il nous faut des solutions structurelles : améliorer les revenus des personnes, créer des emplois, reconnaître les acquis et les compétences des personnes immigrantes, avoir plus de logement social, avoir des systèmes de transport en commun plus accessibles, changer et transformer le système alimentaire tel qu'il existe actuellement.
- **À chaque jour, nous combattons la faim :**
 - Par l'aide alimentaire d'urgence dans un environnement agréable, respectueux, reconnaissant le droit des personnes de choisir leurs aliments, de participer à l'activité et de pouvoir l'améliorer

- Par des actions dans lesquelles les personnes concernées s'impliquent : jardins collectifs, groupes d'achats, cuisines collectives, repas communautaires, épiceries solidaires, restaurants et cafés communautaires, marchés de quartier, marchés mobiles
- Par la mise en lien de nos actions dans un territoire, ce qui donne lieu à des systèmes alimentaires locaux en émergence qui intègrent les différentes composantes de l'alimentation inspirés du système alimentaire pour tous de Montréal-Nord et des systèmes en développement à Lachine, Saint-Paul Émard, Peter McGill, Saint-Michel, Ahuntsic-Cartierville
- Par la mutualisation de nos infrastructures. Qui a donné lieu à une mutuelle d'approvisionnement pour les marchés de quartier
- Par le développement de services pour l'alimentation des écoliers par des collectifs comme la *Cantine pour tous*
- Sans la contribution du milieu communautaire, non seulement le taux d'insécurité alimentaire serait plus important, mais d'autres problèmes sociaux seraient encore plus graves

4. Nos contributions et nos apprentissages

a. Les organismes et les intervenants dans leurs actions ont appris beaucoup de choses

- C'est grâce aux organismes communautaires que le dépannage alimentaire a pu s'élargir au-delà de premières organisations charitables et cela pour répondre à la demande des citoyens. Notons que 80 % des organismes qui offrent des services en alimentation n'ont pas comme mission principale l'alimentation
- Les organismes ont permis à un secteur des personnes de participer et de s'organiser autour d'autres activités en alimentation différentes de celles du dépannage alimentaire, ce qui a été considéré comme un pas en avant vers l'autonomisation de ces personnes et une récupération partielle de leur pouvoir sur leur alimentation
- Les organismes, en plus de diversifier leurs actions, ont commencé un travail de mise en lien de ces initiatives isolées et dont on est en train de changer nos modes d'intervention en alimentation pour créer des systèmes intégrant différentes composantes de l'alimentation : production, distribution, transformation et consommation-éducation. Ces initiatives sont l'embryon d'un mode différent d'organiser l'alimentation basé sur des valeurs de solidarité, d'entraide, de coopération et de justice sociale.
- Sans la contribution du travail des organismes communautaires, le problème de l'insécurité alimentaire serait pire. Une amélioration ou une bonification de cette intervention aura un effet sur l'insécurité alimentaire et surtout sur le pouvoir des personnes de pouvoir prendre en charge leur alimentation. Mais ces efforts doivent être complétés par de solutions structurelles au problème de la faim et de la pauvreté.
- Nous savons que le système alimentaire est organisé autour de la recherche de profits. Les entreprises peuvent collaborer avec le

milieu, mais elles restent centrées sur l'objectif de faire de profit.

- Nous sommes arrivés à identifier avec les banques alimentaires le besoin de solutions structurelles au problème, parce qu'après le dépannage, on se pose la question sur ce qui devrait être une bonne alimentation pour les gens qui en ont le plus besoin, mais aussi pour l'ensemble de la population
- Les citoyens nous parlent toujours du fait que leurs budgets ne sont pas suffisants pour manger et c'est pire si on veut acheter des produits bio. Les hausses des prix sont constantes et les revenus restent inchangés. Il faut faire quelque chose.

b. Les citoyens connaissent aussi beaucoup de choses sur comment combattre la faim

- C'est sont les citoyens qui ont créé les cuisines collectives, les jardins collectifs, les groupes achat coopératifs sur la base de leurs expériences. C'est eux aussi qui ont eu l'idée des frigos communautaires, de l'installation des ruches, des poulaillers. Tout cela en mobilisant leurs expériences antérieures, les connaissances des familles et en s'inspirant de ce qu'ils ont écouté ou vu.
- C'est sont les citoyens qui apportent aussi avec eux une riche culture culinaire qu'ils ont réussi à garder malgré l'expansion de la production industrielle des aliments, de la concentration de la production et de la production de plats préparés.
- Les organismes ont retenu et développé leurs propositions, mais parfois ne les ont pas tous gardés ou développés étant limités par leurs ressources modestes et par le peu de connaissance et d'expertise en alimentation.
- Les pouvoirs locaux ne connaissent pas beaucoup sur l'alimentation et ils soutiennent surtout les activités traditionnelles incluant le dépannage alimentaire. Ils sont en train d'évoluer grâce à la pression des initiatives citoyennes.

c. Les chercheurs étudient aussi les causes de la faim et les différentes solutions dans différents contextes

- Des groupes de recherche analysent des solutions au problème de la faim, comme la *Chaire de transition écologique*, notamment à travers l'émergence d'un système alimentaire alternatif ou local.
- Il y a le constat que le système alimentaire alternatif montréalais est aux prises avec des « tensions » entre divers objectifs qui peuvent paraître complémentaires, mais qui, en réalité, sont difficiles à concilier. Par exemple : travailler sur la sécurité alimentaire en même temps que travailler pour une alimentation écologique ou locale ne va pas de soi, notamment pour des raisons économiques et de logistique.
- C'est la conciliation des différents objectifs, mentionnés ci-haut, qui pourrait donner une impulsion aux systèmes alternatifs parce que cela permettrait de remplir la mission de nombreuses organisations qui travaillent en alimentation dans des contextes différents, avec des clientèles différentes, etc. La mutualisation de la logistique est une des solutions envisagées, mais il faudrait

aussi penser à une coordination plus politique et à un modèle économique qui permettrait des prix justes pour les consommateurs et les producteurs.

- Il faut créer des partenariats avec les groupes de recherche universitaire

5. Les causes structurelles de la faim

1. LA PAUVRETÉ : les faibles revenus d'un secteur de la population, mais aussi d'autres dimensions comme :
 - la souffrance physique, psychologique et émotionnelle,
 - la maltraitance institutionnelle et sociale,
 - le manque de travail décent,
 - les privations matérielles et sociales,
 - l'absence de ressources alimentaires dans certains quartiers parce que ceux-ci sont considérés non viables économiquement par les entreprises de vente au détail
2. L'INÉGALITÉ SOCIALE : À côté de la pauvreté existe la richesse. Dans la société, plus il y a des inégalités, plus il y a des problèmes de santé, de criminalité, de tension, de maladies
3. L'ABSCENCE DU POUVOIR CITOYEN : La perte de pouvoir des personnes, la perte du savoir culinaire. Elles ne peuvent pas acheter ce qu'elles voudraient manger
4. LA FAIBLE INTERVENTION DE L'ÉTAT : et donc l'augmentation constante des prix des aliments, du loyer, des médicaments, de transport
5. UNE ORGANISATION ALIMENTAIRE POUR FAIRE DES PROFITS, pas pour alimenter tous les gens de la société toute entière. Les entreprises produisent et gaspillent tout ce qu'elles ne peuvent pas vendre. Elles en donnent un peu, mais ils généreront toujours des inégalités d'accès car pour accéder à la nourriture, il faut avoir des moyens financiers
6. AUTRES CAUSES STRUCTURELLES : manque d'emploi, de la formation adaptée, services chers et peu abordables : logement, transport, vêtements, éducation, loisirs, tout cela renforce la situation de pauvreté et d'insécurité alimentaire.

6. Les solutions structurelles

Pour en terminer avec l'insécurité alimentaire, il nous faut des solutions structurelles que nous puissions traduire dans des actions concrètes dès maintenant :

AUGMENTER LES REVENUS DES PERSONNES À FAIBLE REVENU:

Constats :

- Ce sont les personnes à faible revenu qui vivent l'insécurité alimentaire. Elles ont des revenus qui ne leur permettent pas d'avoir accès au minimum nécessaire pour vivre décemment. Ce sont principalement des personnes qui vivent des prestations sociales ou avec des salaires très bas.
- Les améliorations de ces prestations, comme par exemple la pension de vieillesse, ont un impact important sur la vie des gens et démontrent que l'augmentation des revenus est une solution structurelle au problème de la pauvreté et de l'insécurité alimentaire.

Objectif

- Bonifier les prestations actuelles pour que les personnes puissent sortir de la pauvreté par un salaire viable ou un revenu minimum garanti qui puisse devenir une réponse à la pauvreté.

Proposition concrète

Implanter dans la Ville de Montréal, un projet pilote d'augmentation des revenus de toutes les personnes qui vivent l'insécurité alimentaire. Cela accompagnée d'une politique de contrôle des prix des aliments et d'autres biens et services. L'objectif est, pour le cas des personnes à faible revenu, d'avoir un revenu viable, donc suffisant pour sortir de la pauvreté

Actions

- Travailler avec le *Collectif pour un Québec sans pauvreté* à formuler et à interpeller le gouvernement sur l'augmentation des revenus des personnes
- Rendre évident, dans chaque quartier, la situation de pauvreté des faibles revenus et proposer des changements à cette situation.
- Présenter une demande à l'Assemblée nationale signée par tous les organismes en alimentation
- Continuer à travailler avec l'*Institut de recherche et des informations socio-économiques (IRIS)* sur le revenu viable

AUGMENTER LE POUVOIR DES PERSONNES

Mobilisation et participation citoyenne pour la reprise du pouvoir collectif des personnes sur leur alimentation. Pouvoir décider.
Démocratie alimentaire

Constats

- Les personnes qui vivent la pauvreté perdent un pouvoir sur leur alimentation (le choix de leur aliments, leur qualité, etc) ainsi qu'un pouvoir sur d'autres dimensions de leur vie.
- Ces personnes récupèrent une partie de ce pouvoir dans des démarches avec d'autres personnes (démarches collectives) lorsqu'elles s'organisent pour faire une action en alimentation. Cette démarche collective leur redonne confiance et les motive plus fortement que lorsqu'elles développent aussi d'autres stratégies individuelles qui ont aussi des résultats sur leur alimentation
- Ces personnes ne sont pas invitées à participer lorsqu'on travaille sur la question de l'insécurité alimentaire et sur les solutions à ce problème. Pour arriver à des solutions efficaces, il faut que les personnes qui vivent le problème soient présentes dans tout le processus des solutions

Objectif

- Favoriser la création d'une dynamique de mobilisation et d'organisation citoyenne pour que les citoyens puissent participer et décider de la solution à leurs problèmes en alimentation. Cette dynamique doit s'exprimer par la participation citoyenne aux instances de décision des actions, des projets, des mesures et des politiques en alimentation, ainsi que par la participation aux structures et instances qui travaillent sur l'alimentation.
- La co-construction avec les citoyens de politiques alimentaires. Le gouvernement devrait co-construire une politique nationale en alimentation avec les principaux acteurs concernés, soit les citoyens qui vivent ces problèmes d'accès à l'alimentation, les organismes qui les soutiennent et les autres acteurs de ce système.

Actions concrètes

- Création d'un comité pour travailler AVEC les citoyens. Ce comité serait formé par des citoyens, des intervenants et des chercheurs afin de renforcer la présence et la participation des citoyens dans les actions de lutte contre la faim et pour une alimentation saine pour toute la population
- Participer et faire un suivi des recommandations que la *Table* pourra formuler au Conseil SAM sur le thème de la participation des personnes qui vivent l'insécurité alimentaire dans les enjeux concernant l'insécurité alimentaire et les travaux du Conseil
- Organiser une tournée auprès des organismes (incluant des activités de co-formation) pour travailler sur cette question
- Pour stimuler cette participation citoyenne, on demande au gouvernement de travailler avec les organismes communautaires à :

- Soutenir l'organisation d'assemblées citoyennes par quartiers, par ville et par région.
- Financer les comités citoyens qui s'impliquent dans les actions concernant l'alimentation.
- Contribuer à l'organisation de ces structures locales, régionales et nationale de participation citoyenne afin que les gens puissent toujours avoir la possibilité de s'exprimer et de décider des enjeux les concernant.
- Contribuer ainsi à la création d'un grand Conseil citoyen en alimentation qui encouragera l'expression des besoins et aspirations des citoyens et fera appel aux organismes communautaires, aux comités citoyens, aux tables de concertation locale en alimentation qui existent dans les différents quartiers et régions.

INTERPELLER LES POUVOIRS PUBLICS : UNE INTERVENTION FORTE DE L'ÉTAT POUR LE CONTRÔLE DU PRIX DES ALIMENTS ET POUR RÉGULER LE SYSTÈME

Constats

- Les gouvernements n'interviennent pas pour réguler l'alimentation dans la société et laissent au secteur privé tout le contrôle en la matière.
- Les gouvernements n'interviennent pas dans le contrôle du prix des aliments qui est objet de spéculation et des hausses constantes. Ils n'interviennent pas non plus dans la mise en place de normes de plus grand respect de l'environnement et de la gestion de l'usage des terres.

Propositions

- Le gouvernement devrait fixer le prix d'un panier de 40 aliments de base et favoriser l'accès à leur production locale à prix abordable pour tous et sur tout le territoire québécois.
- Pour ce faire, le gouvernement devrait créer une société d'État régulant la production de ces aliments et leur prix à la consommation, l'utilisation d'intrants respectueux de l'environnement, les systèmes d'élevage respectueux des animaux de consommation et la réduction de l'emballage des aliments.
- Pour s'assurer des impacts positifs pour les citoyens-consommateurs, l'État veillera à intégrer leurs représentants dans la gouvernance de cette société d'État.

Objectif

- Pousser l'État à agir et réguler la production et le prix des aliments et l'alimentation en générale

Actions

- Interpeller les pouvoirs publics et les élus sur ces questions dans les différents quartiers ciblés
- Faire un suivi des réponses, des engagements, des refus et relancer à chaque année nos demandes

CONSTRUIRE UNE AUTRE SYSTÈME ALIMENTAIRE : Système alimentaire organisé sur le principe de l'alimentation comme bien commun et comme droit fondamental. Cela implique aussi un virage vers l'alimentation comme une mission sociale et la relocalisation du système alimentaire pour favoriser l'accès géographique aux aliments pour tous.

Constats

- Le système alimentaire actuel est le système du 1 % de la population, car il est contrôlé par des grandes entreprises qui contrôlent la distribution, le financement et ainsi la production des aliments. L'objectif principal est de faire des profits. Ils ont créé des déserts alimentaires, car ils ne s'intéressent qu'à s'installer là où il y a un important pouvoir d'achat de la population.

Propositions

- Créer une société de coopération alimentaire provincial qui, à l'instar d'une société d'état, puisse réguler la production et la distribution des aliments de base pour la population. Leur objectif doit être de réussir à rendre accessible les aliments de base, les aliments biologiques, les aliments importés, tout en favorisant une production locale diversifiée. Cette société construira son propre réseau de distribution comme le fait la SAQ pour les alcools
- Travailler pour un accroissement massif de l'agriculture urbaine à des fins de production et de vente comme d'autoconsommation.
- Une réorientation de la production et de la propriété agricole, afin de nourrir la population avec des produits biologiques et avec une gestion des terres en accord avec la protection de l'environnement
- Une régulation de l'industrie agroalimentaire pour une réduction de la production des produits ultra transformés et une réduction du gaspillage. Il faut des produits de qualité, biologiques et accessibles en réduisant au maximum l'accumulation des profits dans les mains d'un groupe réduit de la population (le 1%)

Objectifs

- Développer des actions et des projets qui répondent aux besoins des personnes qui vivent l'insécurité alimentaire et qui souhaitent avoir accès à une alimentation saine et abordable
- Réseauter nos actions pour créer au sein de la société une offre alimentaire citoyenne et communautaire base sur nos valeurs de solidarité, d'entraide, de justice sociale, de respect de l'environnement et de démocratie alimentaire

Actions

- Renforcer nos actions et les réseauter au niveau régional
- Obtenir l'appui des résidents dans les quartiers et établir de nouvelles alliances avec les producteurs locaux et autres acteurs du système alimentaire

POUR UNE ALIMENTATION ACCESSIBLE POUR TOUS QUI PROTÈGE NOTRE PLANÈTE BATIR DES SYNERGIES ENTRE NOS MOUVEMENTS

Constats

- Le système agro-alimentaire mondialisé est responsable du 1/3 des émissions de GES (incl. pratiques agricoles, emballage et gaspillage, régimes alimentaires)
- Les changements climatiques vont rendre les problèmes d'accès à l'alimentation encore plus aiguë, en particulier pour les populations vulnérables
- Les changements climatiques vont augmenter la fréquence d'évènements météorologiques extrêmes (inondations, tempêtes, froid) et d'interruption dans les chaînes d'approvisionnement

Objectif

- Inscire la lutte contre l'insécurité alimentaire dans une perspective de protection de l'environnement et de la planète
- Inscire la réforme du système agricole et agro-alimentaire dans la lutte à l'insécurité alimentaire et aux changements climatiques (et vice-versa !)

Propositions

- Relayer les campagnes de mobilisations de lutte aux changements climatiques aux organismes communautaires
- Mobiliser les organismes, leurs C.A., leurs membres et usagers à se joindre aux mouvements écologistes citoyens
- Participer au développement de plans d'urgence en cas d'évènement climatique majeur
- Sensibiliser les élus des circonscriptions aux problèmes et solutions associés au système agro-alimentaire et aux changements climatiques
- Adopter des standards de qualité en matière de dons alimentaires dans une perspective d'une saine alimentation et d'éco-responsabilité.
- Relayer les propositions associées au nouveau Guide alimentaire canadien, pour une alimentation saine, dans les organismes communautaires, les organismes partenaires, les écoles et dans les quartiers (éviter les aliments ultra-transformés, réduire la consommation de viande, adopter la consommation de protéines végétales, réduire le gaspillage, etc.). Recycler, composter, devenir des ambassadeurs du zéro déchet

Actions

- Intégrer dans nos discours et notre langage le lien entre changements climatiques et l'insécurité alimentaire
- Travailler dans chacune de nos actions sur l'accessibilité aux aliments dans une perspective d'éco-responsabilité.

FINANCEMENT DES ORGANISMES COMMUNAUTAIRES QUI TRAVAILLENT EN ALIMENTATION

Objectif

- Augmenter le financement des organismes communautaires luttant pour la réduction et l'élimination de l'insécurité alimentaire

Actions concrètes

- Poursuivre les demandes d'amélioration du financement Mission avec les justifications appropriées.
- Augmenter à 5 ans la durée des projets financés
- Financer une augmentation salariale du personnel compétent rattaché aux activités comparables dans le secteur public pour en faciliter la rétention
- Investir dans l'amélioration des capacités de communication : Agents de recherche, de mobilisation et de concertation
- Assurer le développement efficient des infrastructures par un financement approprié : terrain, locaux, équipement, transport, entrepôt, ...

7. Nos solutions urgentes et locales à l'insécurité alimentaire

Les organismes partent des problèmes concrets des gens, des besoins exprimés et des actions à réaliser localement

OFFRE ALIMENTAIRE CITOYENNE ET COMMUNAUTAIRE

Constats

En réponse à la faim vécue chaque jour, les organismes développent les actions suivantes :

1. Dépannage alimentaire ponctuel
2. Organisation de solutions impliquant les personnes : cuisines collectives, groupes d'achats coopératifs, épiceries solidaires, restaurants communautaires, popotes roulantes, marchés de quartier, ruches, alimentation des écoliers
3. Mise en lien de ces solutions : en créant des systèmes alimentaires locaux. Ces actions nous appellent à développer un nouveau modèle économique : avec un financement de l'état ou privé suffisant, avec la création d'un marge de vente pour autofinancer nos activités, en créant la richesse mais pas des profits pour le bénéfice d'un petit groupe de personnes
4. On s'attaque aux prix, on produit des aliments et des repas à prix abordables, on vend des aliments à prix abordables
5. Dans certains cas, on cherche à développer et à concentrer plusieurs services autour d'un organisme (centre alimentaire) ou d'un endroit (pôle ou carrefour alimentaire) ou on travaille à la mutualisation des infrastructures et des ressources

Objectif

- Renforcer ces actions et viser à construire un réseau alimentaire citoyen et communautaire par la mise en réseau de nos actions au niveau local, de quartier et régional

Actions :

- Renforcer les comités de travail créés pour valoriser et travailler au développement et consolidation des jardins collectifs, marchés de quartier, restaurants communautaires, groupes d'achat, épiceries solidaires, alimentation des personnes âgées et alimentation scolaire
- Renforcer les systèmes alimentaires locaux en émergence et travailler à la coopération inter-quartier
- Soutenir et développer la mutualisation des ressources et le travail de concertation
- Identifier tous nos actions avec un symbole qui puisse nous identifier collectivement

ÉLARGIR NOS ACTIONS ET AVOIR LE SOUTIEN DE NOS COMMUNAUTÉS LOCALES

Constats

- 80 % des personnes qui vivent l'insécurité alimentaire n'ont pas recours, ni à l'aide alimentaire, ni aux activités offertes par les organismes
- Dans chacun des quartiers, les initiatives en alimentation sont connues et soutenues par une partie de la population locale. Plusieurs nouvelles initiatives doivent être mieux connues par la population

Objectif

- Demander une augmentation du financement des organismes pour bonifier nos efforts pour rejoindre les gens là où ils se trouvent. Cela inclut aussi un appui pour avoir des locaux dans les quartiers les plus défavorisés de la ville.

Actions

- Se mobiliser pour une augmentation importante du financement des organismes
- Renforcer nos activités de mobilisation citoyenne et de communication
- Créer de groupes de travail inter organismes pour aborder ensemble les actions de mobilisation et de communication

CONCERTATION ET ALLIANCES AVEC D'AUTRES ACTEURS

Constats

- Depuis longtemps, les organismes communautaires cherchent à se concerter et nous avons fait des progrès au niveau des concertations locales en alimentation, au niveau des Tables de quartier et au niveau de la Table de concertation sur la faim et tout cela malgré les ressources limitées de nos organismes
- Les politiques d'austérité et d'autres facteurs ont réduit les possibilités de continuer à s'investir dans les activités de concertation. Cela dans un contexte dans lequel de nouveaux défis demandent un investissement plus grand des organismes. Par exemple, le défi du travail par projets collectifs ou les défis concernant la formulation des politiques publiques ou le besoin d'intégrer des approches plus participatives ou systémiques
- Le développement des actions sur le terrain économique nous pousse également à aller chercher de nouveaux partenaires
- Seulement 20 % des organismes qui travaillent en alimentation ont comme mission l'alimentation. Pour ces organismes, la participation des autres organismes qui ont une activité en alimentation devient aussi un défi d'adaptation à cette nouvelle réalité. De partout, la distribution des responsabilités et le partage de la prise de décisions se complexifie et demande des efforts plus importants

Objectifs

- Renforcer la concertation des organismes qui travaillent en alimentation au niveau local, au niveau du quartier et au niveau régional

Actions

- Renforcer les comités en sécurité alimentaire dans les quartiers et travailler à reprendre confiance dans les efforts de travail collectif
- Établir un partenariat entre la *Coalition montréalaise des Tables de quartier* et la *Table de concertation sur la faim du Montréal métropolitain* pour renforcer les interventions en alimentation au niveau des quartiers, du régional, au niveau du Conseil SAM
- Établir des alliances avec d'autres secteurs du milieu communautaire, notamment avec les organismes en logement, éducation, emploi
- Établir des partenariats avec la recherche universitaire
- Contribuer à développer des alliances avec les petits producteurs locaux et les distributeurs qui partagent notre vision de lutte contre la faim

Dépannage alimentaire

COMITÉ CITOYEN RÉGIONAL (OU COMITÉ AVEC)

Constats

- La participation des citoyens qui vivent l'insécurité alimentaire dans toutes les actions et dans les différentes instances qui traitent de ce problème est une question fondamentale
- Pour encourager cette participation, il faut se donner des moyens, des outils qui favorisent la mobilisation et la participation citoyenne
- Lorsque les citoyens commencent à s'impliquer, il faut encore les soutenir et les encourager à garder un lien organique avec chacun de leurs territoires d'appartenance
- Les instances comme la *Table de concertation* favorisent déjà une formation concernant la mobilisation citoyenne, mais il faut aller encore plus loin

Objectif

- À l'instar du Collectif pour un Québec sans pauvreté, constituer un Comité de travail avec la participation des citoyens, des intervenants et des chercheurs pour encourager la mobilisation, la formation et l'accompagnement des citoyens qui s'impliquent dans les actions en alimentation
-

Actions

- Continuer la formation que la Table de concertation offre aux intervenants concernant la mobilisation et la participation citoyenne
- Créer un comité AVEC de la Table de concertation avec des citoyens, intervenants et chercheurs intéressés à la mobilisation et la participation citoyenne avec le soutien des organismes qui ont l'expérience dans ce domaine et en lien avec le Comité Avec du Collectif pour un Québec sans pauvreté

NOUVELLES INITIATIVES

Constats

- Plusieurs initiatives en alimentation proviennent des citoyens qui veulent s'impliquer pour avoir un meilleur accès à l'alimentation, mais il faut créer les conditions pour qu'ils s'expriment et ensuite travailler sur chacune de leurs propositions
- Parfois, il n'est pas évident de trouver de nouvelles initiatives, car on travaille déjà sur certaines qui nous demandent beaucoup de temps et les citoyens n'ont pas aussi les disponibilités pour s'impliquer davantage
- D'autres initiatives proviennent de l'identification des besoins faite par les organismes qui trouvent des besoins de la population non satisfaits, ni par l'État, ni par le secteur privé et donc ces organismes développement de nouvelles idées, de nouveaux projets
- L'exemple de certaines actions inspire aussi de nouvelles initiatives. L'idée de créer des systèmes alimentaires locaux a permis de voir des possibilités d'intervention dans des dimensions comme la production (produire du miel par exemple), le transport (distribution), la transformation des aliments (transformation), la conservation des aliments (éducation), les marchés mobiles (distribution)

Objectif

- Continuer à développer de nouvelles initiatives pour faciliter l'accès à l'alimentation sur la base de l'implication citoyenne et du croisement des savoirs avec des intervenants et des acteurs du système alimentaire

Actions

- Contribuer à créer des occasions pour que les citoyens puissent s'exprimer et s'impliquer dans de nouvelles initiatives en alimentation
- Faire la diffusion de ces initiatives, de leur conditions de réussite et de leurs résultats (les répertorier, les visiter, les rendre plus visibles)
- Continuer les rencontres de partage d'expériences au sein de la Table de concertation, mais aussi au sein des comités de concertation alimentaire dans chaque quartier

8. Nos objectifs

Pour les cinq prochaines années

1) **Contribuer à éliminer la faim par le renforcement de nos actions quotidiennes, faire AVEC, et notre pression pour des solutions structurelles. Nous devons intégrer ces deux types de solution dans nos orientations et dans nos actions concrètes.**

Dans les solutions locales considérer :

- La production des aliments et des repas sains, accessibles et abordables :
- Le soutien aux jardins collectifs, à la construction de serres, aux nouveaux projets d'agriculture urbaine, aux toits verts
- Le soutien aux restaurants communautaires et aux cafés communautaires
- Le soutien du projet *Cantine pour tous* et aux *Ateliers Cinq épices* pour les repas des écoliers et leur apprentissage culinaire et nutritionnel
- Le soutien aux systèmes alimentaires locaux et durables qui sont en émergence dans différents quartiers
- Renforcer les tables locales en alimentation : 23 tables à Montréal et la *Table de concertation sur la faim*
- Renforcer la mutuelle d'approvisionnement des marchés de quartiers existante et celles en création

Dans les solutions structurelles considérer :

- L'augmentation substantielle des revenus des personnes à faible revenu : Projet pilote d'un revenu viable pour les personnes qui vivent l'insécurité alimentaire à Montréal (200 000 personnes). Augmentation du salaire minimum, réforme fiscale et élimination des paradis fiscaux
 - Le contrôle du prix de 40 aliments de base par l'État et par une société coopérative provinciale à l'instar de la SAQ, mais avec participation citoyenne et communautaire
 - L'accès à des logements abordables, transport commun abordable, création d'emploi et une éducation des adultes plus accessible
 - Rejoindre et favoriser le développement du pouvoir d'agir du plus grand nombre de personnes qui vivent la faim par leur implication et leur participation dans la prise de décisions sur les solutions à apporter à l'insécurité alimentaire au niveau local et régional
- ### 2) **Rejoindre progressivement les 250 000 personnes qui vivent l'insécurité alimentaire à Montréal pour travailler avec eux sur les solutions immédiates et les solutions structurelles à l'insécurité alimentaire et la pauvreté**
- ### 3) **Construire l'organisation citoyenne en alimentation quartier par quartier.**
- Développer un mouvement citoyen pour le contrôle des prix des produits alimentaires essentiels, pour la démocratie alimentaire et pour les principales revendications adoptées collectivement.

4) **Créer un réseau citoyen et communautaire alimentaire solidaire régionale en réseautant nos différentes initiatives.**

Ce réseau sera basé sur la solidarité, l'alimentation comme bien commun, l'élimination de la pauvreté et des inégalités, le respect et la protection de notre environnement et la démocratie alimentaire.

Ce réseau est constitué de toutes les actions et des initiatives que les citoyens et les organismes communautaires sont capables de faire pour combattre la faim et rendre l'alimentation accessible à tous. Ce réseau organisé sur des valeurs et des règles différentes du système alimentaire actuel constituera l'embryon d'une nouvelle forme d'organisation de l'alimentation.

Nos principales actions collectives

- Continuer à créer et développer 1001 réponses locales pour combattre la faim
- Développer les systèmes alimentaires locaux, la concertation et la mutualisation entre les organismes communautaires et la coopération inter-quartier
- Améliorer le dépannage alimentaire comme solution d'urgence
- Organiser des rencontres ou sommets locaux en alimentation : une fois par année, dans chaque quartier : Journée de mobilisation (de sensibilisation, d'actions diverses) contre la hausse des prix des aliments : (suggestion le mois de mars)
- Organiser des fêtes de rencontre et de coopération entre différents acteurs pour faire de l'alimentation un bien commun : abordable, répondant aux besoins des gens et respectueuse de l'environnement : pendant l'été
- Contribuer à la création des comités citoyens en alimentation
- Se mobiliser pour la protection de l'environnement et de la planète et faire que toutes nos actions puissent être écoresponsables (exemples, distribution alimentaire par les chemins de fer, dépannage alimentaire écoresponsable, priorité au transport collectif : Montréal sans voitures)

9. Notre vocabulaire

Autonomie alimentaire : « Dans le respect des êtres humains, de la nature, de tous les êtres vivants et de l'environnement, l'autonomie alimentaire suppose une **prise en charge individuelle et collective** visant l'**accessibilité à une nourriture de qualité et à un meilleur contrôle du système alimentaire** qui ne peut se faire sans une **démarche d'éducation populaire**. L'autonomie alimentaire est un **processus de prise de pouvoir permettant, à toutes et à tous, l'exercice du droit à l'alimentation**. L'autonomie alimentaire repose sur **quatre piliers** : l'accessibilité alimentaire, le pouvoir de choisir, le respect et l'action collective. »

Définition de l'autonomie alimentaire adopté par le *Regroupement des cuisines collectives* dans son AGA du 3 juin 2015. (En ligne : <http://www.rccq.org/fr/a-propos/autonomie-alimentaire/>)

Droit à l'alimentation : « Le droit à l'alimentation est un droit reconnu par le droit international qui protège le droit de chaque être humain à se nourrir dans la dignité, que ce soit en produisant lui-même son alimentation ou en l'achetant. » (Olivier de Schutter. En ligne : <http://www.srfood.org/fr/droit-a-l-alimentation>). Selon Jean Ziegler, le droit à l'alimentation reconnaît :

- Le droit de toute personne de se procurer des aliments de qualité et en quantité suffisante à un prix abordable, quel que soit son revenu.
- Le droit de se procurer des aliments facilement, c'est-à-dire à distance de marche ou à distance raisonnable en transport en commun.
- Le droit à des aliments culturellement acceptables.

La citoyenneté alimentaire : Cette notion place l'être humain au centre des choix qui s'opèrent dans le système alimentaire. Pour garantir son droit à l'alimentation, celui-ci doit être informé, impliqué et pouvoir décider des modes de production, de distribution et de transformation des aliments, afin qu'il soit en mesure de se nourrir en toute dignité. Il devient ainsi un acteur de premier plan dans la construction d'environnements démocratiques, justes, écologiques et durables. Selon Alternatives. Alternatives Nourrir la citoyenneté. (En ligne : <http://archives2019.lesjardins.alternatives.ca/a-propos/agriculture-urbaine.html>)

Démocratie alimentaire : « En s'intéressant aux conditions sociales, économiques et environnementales de la production et de la distribution de leur nourriture, les populations pourraient décider des modèles agroalimentaires et agricoles qu'elles souhaitent défendre, allant au-delà du simple fait d'acheter ou de ne pas acheter tel ou tel produit. C'est à partir de cette idée que le concept de démocratie alimentaire est développé depuis les années 1990. Dans le monde de la recherche en sciences sociales appliquées à l'alimentation, cette approche prend progressivement de l'ampleur, consacrant la dimension transversale de la question alimentaire. Ce concept s'appuie sur deux postulats : la qualité de bien public de l'alimentation (qui véhicule tant des notions de solidarité, de responsabilité que d'identité collective¹) et le principe politique et éthique selon lequel c'est aux populations elles-mêmes que doivent revenir les décisions fondamentales concernant la gestion des biens publics (matériels comme immatériels). Dans une démocratie alimentaire c'est donc aux individus, informés en matière d'alimentation et de ses implications sur la société, que reviendrait le droit et la responsabilité d'élaborer leur propre système alimentaire à travers des processus de décision représentatifs. Ce principe laisserait la liberté à chaque communauté locale de définir ses besoins et de déterminer les meilleurs moyens de les satisfaire. » Batiste Douillet (2017), *Dessiner une démocratie alimentaire*. Transrural initiatives, janvier-février 2017. (en ligne :

https://www.alimenterre.org/system/files/ressources/pdf/1073-tri-democratie_alimentaire.pdf)

« La vie quotidienne des citoyens est intimement liée au système alimentaire en place, et la mise sur pied d'un système alimentaire participatif repose sur la création d'institutions et de structures permettant aux citoyens de prendre part à l'élaboration des politiques, des normes, des valeurs et des règles qui le régissent. En outre, une société démocratique doit assurer l'implication active et efficace de ses membres, groupes et institutions dans les processus décisionnels. Cela signifie que les citoyens doivent avoir voix au chapitre quant au mode de production et à la provenance de leurs aliments, dans l'esprit de la souveraineté alimentaire. » Réseau pour une alimentation durable. *Démocratie alimentaire et gouvernance. Vers une politique alimentaire populaire.* (En ligne : <https://foodsecurecanada.org/fr/ressources-et-nouvelles/bulletins-de-nouvelles-actuels/10-democratie-alimentaire-et-gouvernance>)

Solidarité alimentaire de base : La Solidarité alimentaire de type individuel correspond généralement au don alimentaire que ce soit par panier alimentaire, panier de Noël, etc., donné à un ménage individuel ou familial. (Tiré du document *Plateforme de la Table de concertation sur la faim et le développement social du Montréal métropolitain* publié par la Table en 2014.)

Solidarité alimentaire de coopération : La solidarité alimentaire de coopération correspond à une offre alimentaire plus collective portée par un groupe de citoyens et/ou et d'organismes.

- On y retrouve des groupes d'achats d'un organisme ou de plusieurs, des épiceries communautaires et des coopératives d'approvisionnement qui vendent des denrées à prix préférentiel à leurs membres grâce à l'achat regroupé d'un volume de denrées.
- On y retrouve également des cuisines collectives qui non seulement achètent leurs aliments collectivement mais les cuisinent ensemble et se les revendent entre participant-e-s au prix coutant.
- On y retrouve de plus des restaurants communautaires qui confectionnent des repas nutritifs offerts à bas prix pour une population de gens à faible revenu. Ces organismes engagent souvent des personnes en réinsertion professionnelle et les forment ainsi pour éventuellement réintroduire le marché conventionnel ;
- On y retrouve enfin des jardins collectifs où un groupe d'individus travaillent ensemble à faire pousser des légumes et des fruits qu'ils récoltent pour se les partager et/ou les revendre à prix préférentiel au marché populaire ou au groupe d'achats collectif.

(Tiré du document *Plateforme de la Table de concertation sur la faim et le développement social du Montréal métropolitain* publié par la Table en 2014.)

Solidarité alimentaire de société : La solidarité alimentaire de société correspond à un ou des choix de société pour que tous les citoyens ou certains d'entre eux bénéficient du pouvoir et des conditions nécessaires pour bien s'alimenter.

- Elle se traduit soit par l'octroi par l'État d'un soutien financier au revenu familial ou individuel permettant de le faire.
- Elle peut se traduire également par des mesures gouvernementales régulatrices de prix à la consommation offrant à tous les citoyens certains aliments d'ici à prix accessibles à tous. On pense ici à un panier d'aliments de base comme des légumes racines, des produits oléagineux, des volailles, des œufs, des produits laitiers, etc.

- Elle se traduit aussi par la mise sur pied d'un réseau éventuellement universel de cantines scolaire et de popotes roulantes offrant aux écoliers et aux personnes âgées des repas sains et peu chers. Cette formule devrait également inclure un apprentissage culinaire et nutritionnel pour les écoliers et un apprentissage horticole éventuellement permettant à ces jeunes d'être mieux outillés pour se nourrir sainement et à faible coût.

(Tiré du document *Plateforme de la Table de concertation sur la faim et le développement social du Montréal métropolitain* publié par la Table en 2014.)

Mobilisation citoyenne : Le mot « mobilisation » fait référence au passage à l'action pour changer une situation, effectué collectivement (action collective) par un regroupement d'acteurs (acteur collectif). Changer une situation, c'est répondre à des besoins, résoudre des difficultés, améliorer les conditions de vie, modifier des fonctionnements, etc. (Définition de Communagir : <http://www.communagir.org/contenus-et-outils/comprendre-et-agir/mobilisation>)

Offre alimentaire citoyenne : C'est l'offre que les citoyens d'un quartier et les organismes qui les accompagnent sont capables de s'offrir pour mieux s'alimenter et d'offrir à d'autres citoyens à des prix abordables et toujours avec une implication des citoyens dans chacun de ces services. Les petits commerces, les dépanneurs, les petites entreprises et autres ne sont pas inclus sauf s'ils adhèrent aux principes adoptés par les citoyens et les organismes du quartier et s'ils acceptent de participer aux structures de décision établies par les citoyens et les organismes du quartier. (Définition qu'on travaille à la Table de concertation sur la faim)

Développement du pouvoir d'agir : Il s'agirait « D'un processus par lequel des personnes accèdent ensemble ou séparément à une plus grande possibilité d'agir sur ce qui est important pour elles-mêmes, leurs proches ou la collectivité à laquelle elles s'identifient. » Le laboratoire de recherche sur le développement du pouvoir d'agir des personnes et des collectivités (LADPA). (En ligne : <https://www.fse.ulaval.ca/ladpa/introduction/dpa/>)

Dépossession du pouvoir d'agir : La dépossession du pouvoir d'agir (*disempowerment*) est le manque de contrôle sur sa vie et la dépendance vis-à-vis des autres, qui résultent d'un éventail de choix très restreint. La pauvreté entraîne un manque de contrôle sur sa propre vie. Les options et les choix sont limités et contraints par les circonstances de la vie et les actions des institutions. Les personnes en situation de pauvreté ont peu de marge d'erreur dans les choix qu'elles font, tant les conséquences de mauvaises décisions peuvent être graves. De plus, alors qu'elles sont souvent accusées de faire des mauvais choix, elles font en réalité souvent face à des choix impensables entre des options inacceptables. Souvent, elles n'ont pas leur mot à dire dans les décisions prises à leur place par des personnes qui ont autorité sur elles. La pauvreté peut être synonyme de soumission et de dépendance forcée à l'égard des autres, entraînant une perte de dignité et une déshumanisation. La perte de contrôle ainsi qu'un choix limité augmentent le risque et peuvent saper les chances de sortir de la pauvreté, tout en créant un sentiment d'insécurité et de peur. *Les dimensions cachées de la pauvreté.*

Recherche participative internationale. ATD Quart Monde et Université d'Oxford. (En ligne : https://www.atd-quartmonde.org/wp-content/uploads/2019/05/Dim_Pauvr_fr_FINAL1.pdf)

Systeme alimentaire local : Le système alimentaire local en construction est constitué d'organismes qui favorisent l'implication des personnes qui ont des problèmes d'accès à l'alimentation et qui s'inscrivent dans un processus d'organisation de différentes activités et actions de production de leurs aliments, de réduction des prix par des achats collectifs, d'offre d'aliments à bas prix dans des marchés de quartiers ou dans des épiceries solidaires, de menus à prix abordables dans des cuisines collectives ou des restaurants populaires. Petit à petit, ces gens s'investissent ainsi dans des activités de production, de distribution, de transformation, d'éducation et de formulation de politiques afin d'acquérir un contrôle et un pouvoir sur leur alimentation, toute chose que le système actuel réserve uniquement aux grandes entreprises. (Définition qu'on travaille à la Table de concertation).